

SUEZ EAU France  
Jérôme Lemahieu  
BP70  
Chemin Pavé Napoléon  
59260 HELLEMMES cedex  
[jerome.lemahieu@suez.com](mailto:jerome.lemahieu@suez.com)  
06.32.63.31.38

**SPE/** Arrivée le :**23 JUIN 2017**

839

Lille, le 21 juin 2017

**REMIS EN MAIN PROPRES CONTRE RECEPISSE**

**DIRECTION      DEPARTEMENTALE      DES**  
**TERRITOIRES ET DE LA MER**  
**SERVICE EAU ENVIRONNEMENT**  
**UNITE POLICE DE L'EAU**  
**A l'attention de Madame Isabelle DORESSE**  
**Suivi par Monsieur Lionel STANISLAVE**

**BORDEREAU D'ENVOI**

N/REF: JL-DDTM/WAND/F5F6/210617

**Objet : Nouveau forage F6 de Wandignies (59) / Comblement du forage F5****Affaire suivie par :**

DDTM : Monsieur Lionel STANISLAVE

Délégué SUEZ EAU France : Jérôme Lemahieu

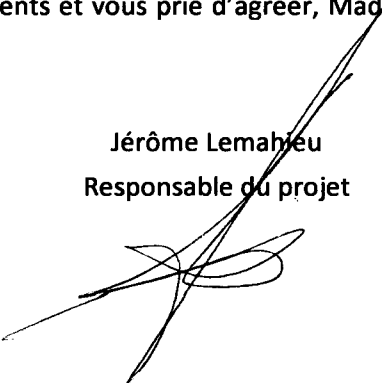
Madame,

En tant que délégué du service public pour le Syndicat de l'Eau du Valenciennois et dans le cadre du projet de sécurisation de la ressource en eau potable de la région de Valenciennes mené par le Syndicat, je vous prie de trouver ci-joints :

- **3 exemplaires papiers** du dossier de porter à connaissance / dossier de déclaration de forage au titre de la loi sur l'eau pour le forage F6 et de comblement du forage F5 / pose de la canalisation exhaure.
- **1 exemplaire informatique sur clé USB**

Je vous souhaite bonne réception de ces documents et vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de mes sentiments distingués.

Jérôme Lemahieu  
Responsable du projet





**RECEPISSE**  
**59-2017-00088**

**PRÉFET DU NORD**

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT  
LE NOUVEAU FORAGE F6 ET REBOUCHAGE DU FORAGE F5  
COMMUNES DE WANDIGNIES-HAMAGE ET WARLAING**

**DOSSIER N° 59-2017-00088  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD  
Officier de l'Ordre national du mérite  
Officier de la Légion d'honneur**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Scarpe aval, approuvé le 12/03/2009 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet, présenté par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU VALENCIENNOIS, enregistré sous le n° 59-2017-00088 et relatif au : NOUVEAU FORAGE F6 et REBOUCHAGE DU FORAGE F5 sur les communes de WANDIGNIES-HAMAGE et WARLAING ;

Vu l'arrêté de prescriptions particulières du 22 mars 2018 ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU VALENCIENNOIS  
29 RUE HENRI DURRE  
59125 TRITH SAINT LEGER**

concernant :

**LE NOUVEAU FORAGE F6 ET REBOUCHAGE DU FORAGE F5**

dont la réalisation est prévue dans les communes de :

- WANDIGNIES-HAMAGE
- WARLAING

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion de la 2.1.5.0, des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0, 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m <sup>3</sup> /j ou à 25% du débit moyen inter annuel du cours d'eau (A) 2° Supérieure à 2 000 m <sup>3</sup> /j ou à 5% du débit moyen inter annuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m <sup>3</sup> /j et à 25% du débit moyen inter annuel du cours d'eau (D)	Déclaration	
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 : 1° Le flux total de pollution brute : a) Etant supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (A) b) Etant comprise entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (D) 2° Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole et de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens du décret n° 81-324 du 7 avril 1981 modifié : a) Etant supérieur ou égal à 1011 E coli/j. (A) b) Etant compris entre 1010 à 1011 E coli/j. (D)	Déclaration	Arrêté du 27 juillet 2006
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1t/jour de sels dissous (D)	Déclaration	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé**, sous réserve de la prise en compte de l'arrêté de prescriptions particulières du 22 mars 2018. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de :

- WANDIGNIES-HAMAGE
- WARLAING

où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Scarpe Aval pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le

- 5 AVR. 2018

Pour le Préfet et par délégation,  
La Responsable du Service Eau et Environnement,

  
Isabelle DORESSE

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)
- Arrêté du 27 juillet 2006 (2.2.3.0)

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

456/PE

**RECOMMANDE AVEC AR**

Monsieur le Président  
du Syndicat Intercommunal des Eaux  
du Valenciennois  
29, rue Henri Durre

59125 TRITH-SAINT-LEGER

Lille, le - 5 AVR. 2018

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, enregistré sous le n° 59-2017-00088 concernant :

**« le nouveau forage F6 et rebouchage du forage F5  
sur les communes de Wandignies-Hamage et Warlaing »**

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration, sous réserve de la prise en compte de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 22 mars 2018, joint au présent courrier. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.

Cet accord est basé sur le dossier déposé le 23 juin 2017, modifié le 05 septembre 2017 (version 3) et complété le 20 décembre 2017.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Par ailleurs, vous trouverez également le récépissé de déclaration qui annule et remplace celui du 24 juillet 2017 auquel a été ajoutée la commune de Warlaing ainsi que la rubrique 2.2.3.0. J'attire votre attention sur les arrêtés de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti, **préalablement**, de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint à l'arrêté préfectoral.

Copie de ce courrier sera également adressée aux mairies de WANDIGNIES-HAMAGE ET WARLAING, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

.../...

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

L'Unité Police de l'Eau se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03.28.03.84.21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes salutations distinguées.

La responsable du Service Eau Environnement



Isabelle DORESSE

Copie à la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

458/PE

Monsieur le Maire  
de la commune de Wandignies-Hamage  
6, place Roger Dewambrechies

59870 WANDIGNIES-HAMAGE

Lille, le

- 5 AVR. 2018

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé le 23 juin 2017, modifié le 05 septembre 2017 (version 3) et complété le 20 décembre 2017, par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Valenciennois, concernant l'opération suivante « **nouveau forage F6 et rebouchage du forage F5 sur les communes de Wandignies-Hamage et Warlaing** ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration ainsi que la copie de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 22 mars 2018.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau, en charge de l'instruction du dossier enregistré sous le n° 59-2017-00088, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03.28.03.84.21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis



PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

459/RE

Monsieur le Maire  
de la commune de Warlaing  
168, grande rue

59870 WARLAING

Lille, le

- 5 AVR. 2018

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé le 23 juin 2017, modifié le 05 septembre 2017 (version 3) et complété le 20 décembre 2017, par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Valenciennois, concernant l'opération suivante « **nouveau forage F6 et rebouchage du forage F5 sur les communes de Wandignies-Hamage et Warlaing** ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration ainsi que la copie de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières en date du 22 mars 2018.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau, en charge de l'instruction du dossier enregistré sous le n° 59-2017-00088, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (Tél. 03.28.03.84.21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,



Isabelle DORESSE

Copie à la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service Eau Environnement  
Unité Police de l'Eau  
Tél : 03 28 03 84 21  
Fax : 03 28 03 83 80

Affaire suivie par Sophie Leroy (tél. : 03 28 03 84 09)  
Refer : SL/PK-N° 460 /PE  
Dossier 59-2017-00088

A

Monsieur le Président  
de la CLE DU SAGE Scarpe Aval  
Parc Naturel Régional Scarpe Escaut  
Maison du Parc  
357, rue Notre Dame d'Amour

59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX

Lille, le

- 5 AVR. 2018

**BORDEREAU D'ENVOI**

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Création du nouveau forage F6 et rebouchage du forage F5 <u>Pétitionnaire</u> : Syndicat Intercommunal des Eaux du Valenciennois (SEV)		Pour information
Copie de l'arrêté portant prescriptions particulières au titre du Code de l'Environnement, en date du 22 mars 2018	1	
Copie du récépissé de déclaration	1	
Copie du courrier de décision de Monsieur le Préfet au SEV	1	
Dossier	1	

La Responsable du Service Eau  
Environnement,



Isabelle DORESSE



## PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service Eau  
Environnement

Unité Police de l'Eau

### **Arrêté préfectoral portant prescriptions particulières concernant la réalisation d'un nouveau forage F6 à Warlaing et Wandignies-Hamage (Nord)**

**Dossier déclaration 59-2017-00088 présenté par Monsieur le Président du Syndicat des  
Eaux du Valenciennois**

Le préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L214-1 et suivants, et R214-1 et suivants, et R122-2 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié (NOR : DEVE0320171A) ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) – Monsieur Michel LALANDE ;

Vu le décret du 28 septembre 2016 par lequel la région issue du regroupement des régions Nord - Pas-de-Calais et Picardie est dénommée « Hauts-de-France » ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 09 août 2000 et 18 mai 2011 relatifs à la Déclaration Utilité Publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Olivier JACOB, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie ;

Vu la demande reçue le 23 juin 2017, enregistrée sous le numéro 59-2017-00125, présentée par Monsieur le Président du Syndicat des Eaux du Valenciennois -siège social : 29 rue Henri Durre, 59125 TRITH SAINT LEGER Cedex-, relative au nouveau forage F6- Pose de la canalisation F6-F3bis – rebouchage du F5 sur les communes de Warlaing et Wandignies-Hamage(Nord) ;

Vu le rapport de l'Hydrogéologue Agréé du 4 octobre 2013 ;

Vu-le porter à connaissance en date du 31 janvier 2018 ;

Vu les observations rendues le 21 février 2018 par Monsieur le Président du Syndicat des Eaux du Valenciennois ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord et du directeur départemental des territoires et de la mer du Nord ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet de la présente déclaration**

Le Syndicat intercommunal des Eaux du Valenciennois (SEV), ci-après dénommé « le bénéficiaire de l'autorisation », dont le siège est situé au 29, rue Henri Dure, 59125 TRITH-SAINT-LEGER, est autorisé au titre de la Loi sur l'Eau, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et du dossier de déclaration – version 3 du 05 septembre 2017 et des compléments du 20 décembre 2017 (dénommés « annexe 8 »), à créer un nouveau forage F6- Pose de canalisation F6-F3bis- Rebouchage du forage F5 à Warlaing et Wandignies-Hamage.

Les rubriques de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé de la rubrique</b>	<b>Régime</b>
<b>1.1.1.0</b>	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris en nappes d'accompagnement de cours d'eau	<b>Déclaration</b> Création du forage F6
<b>2.2.1.0</b>	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 et 2.1.2.0, la capacité de rejet de l'ouvrage étant :  Supérieur à 2000m <sup>3</sup> /j ou à 5 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau mais inférieur à 10000 m <sup>3</sup> /j ou 25 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau (D)	Rejet des eaux de pompage : 150 m <sup>3</sup> /h : 3600 m <sup>3</sup> /j, 0,042m <sup>3</sup> /s (débit maximum de l'ouvrage pendant les essais soit 150 m <sup>3</sup> /h pendant 24h)  1 % du débit moyen de la Scarpe à Mortagnes (4,4 m <sup>3</sup> /s)
<b>2.2.3.0</b>	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 :  Le flux total de pollution brute étant compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D)	Rejets des eaux de pompage :  Déclaration pour DBO5 et DCO, azote total, phosphore total, métox (valeurs maximales)
<b>2.2.4.0</b>	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1t/jour de sels dissous (D)	Rejet des eaux de pompage  Flux sel dissous = 2500 kg/j

### **Article 2 – Présentation de l'opération autorisée et prescriptions particulières**

L'opération autorisée comprend :

- la création du forage F6 ;
- la pose de canalisation entre le forage F6 et le forage existant F3bis ;
- le rebouchage du forage existant F5.

Le présent arrêté ne vaut pas exploitation du forage F6. Seuls sont autorisés les prélèvements dans la nappe et leur rejet à la Scarpe pendant la réalisation des travaux, pour une durée de 3 jours maximum.

La réalisation du forage F6 ne pourra intervenir que lorsque le SEV aura procédé au rebouchage du forage F5 existant.

La réalisation du forage F6 ne pourra également intervenir que lorsque le SEV disposera de la maîtrise foncière du Périmètre de Protection Immédiat du forage F6 défini par l'Hydrogéologue Agréé. Ce PPI sera clôturé dès la réalisation du forage, sur une hauteur d'au moins deux mètres par un dispositif transparent hydrauliquement à plus de 95 % dont les accès seront cadenassés.

Le forage aura une profondeur maximum de 49,5 m.

Le forage F6 sera réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003. Le forage F5 sera comblé dans les mêmes conditions.

La réalisation des essais de pompage est autorisée selon les modalités suivantes :

- Débit horaire des essais : à 150 m³/h.
- Durée journalière des essais : 24 heures consécutives pour 3 jours maximum.
- Durée des essais : pompage par paliers et pompage de longue durée.

Un échantillon des eaux pompées sera prélevé par le SEV et fera l'objet d'analyses de type RP.

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux de réalisation du forage F6, le SEV transmettra au service police de l'eau ainsi qu'à l'Agence Régionale de Santé le rapport reprenant l'ensemble des éléments de l'article 10 de l'arrêté du 11 septembre 2003. Ce rapport inclura tant la réalisation du forage F6 que le rebouchage du forage F5 existant.

### Article 3 - Prescriptions spécifiques aux travaux

Il conviendra de veiller à la mise en œuvre des mesures suivantes de façon à limiter les risques d'incident et d'impact sur les milieux naturels.

Celles-ci s'appliquent pour l'ensemble des travaux de la présente opération autorisée.

#### 3.1 – Calendrier des travaux et prescriptions spécifiques

Un écologue sera mandaté par le bénéficiaire de l'autorisation pour vérifier la mise en œuvre et l'efficacité des mesures durant toute la phase chantier.

En cas de réalisation des travaux entre le 15 mars et le 15 septembre, les mesures de protection de la faune, décrites ci-après, devront être mises en place:

- Afin d'empêcher les batraciens et les petits mammifères de pénétrer dans l'enceinte du chantier, l'entreprise entourera la zone des travaux d'une barrière imperméable (bâche) de 50 cm de haut, une semaine minimum avant le début des opérations. Cette barrière sera accompagnée, à l'intérieur des emprises chantier, de la mise en place d'échappatoires permettant à la petite faune présente à l'intérieur du chantier d'en sortir. Ces échappatoires seront mises en place tous les 20 m environ.
- Les éventuelles zones d'abris de la faune avicole à proximité de l'emprise chantier seront balisées pour éviter toute dégradation durant la phase chantier.
- Un repérage des éventuelles espèces protégées sera effectué le long du chemin d'accès et le long de la canalisation, et un balisage des espèces identifiées sera mis en œuvre.

Ces dispositifs seront maintenus pendant toute la durée des travaux.

Les sols extraits seront stockés puis réinstallés et compactés lors des opérations de comblement. Une attention particulière devra être portée à la remise en place de l'horizon superficiel initial (couche humifère) à l'issue des opérations, de manière à pouvoir permettre la reprise de la végétation.

Le bénéficiaire préviendra le service de police de l'eau du démarrage des travaux par le formulaire joint en annexe 1 et lui transmettra le calendrier prévisionnel d'exécution.

Il l'avertira des interruptions ainsi que de la fin du chantier.

#### 3.2 - Tenue du chantier

Le chantier sera placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté.

Le trafic sera limité au chemin et à la parcelle en remblai du forage.

Il sera responsable de la tenue du journal de chantier, journal qui sera mis à la disposition du service en charge de la police de l'eau.

### 3.3 - Installations de chantier et emploi d'engins

Les installations de chantier seront localisées en dehors des périmètres de protection immédiate des captages définis par des arrêtés de DUP du 09 août 2000 et du 18 mai 2011 et éloignés des cours d'eau.

Le rejet d'eaux usées directement au milieu naturel ne sera pas autorisé sur le chantier.

Seuls les produits nécessaires au chantier pourront être entreposés, sur des aires étanches, hors des périmètres de protection immédiate des captages et de la proximité des cours d'eau.

Les produits polluants (hydrocarbures des groupes électrogènes en particulier) nécessaires pour le fonctionnement des pompes seront stockés dans des cuves sécurisées (double paroi et/ou bac de rétention) sur aire étanche et tenus éloignés de la zone des forages, hors des périmètres de protection immédiate.

Les pompes et matériels entrés dans les forages seront désinfectés au préalable. Un procès-verbal sera établi, et sera tenu à disposition sur le chantier puis archivé par le bénéficiaire.

Les engins stationneront impérativement en dehors des périmètres de protection immédiate lorsque leur présence n'est pas obligatoire.

Le ravitaillement, l'entretien et le nettoyage des engins est interdit dans les périmètres de protection immédiate. En dehors de ces périmètres, ces opérations seront effectuées sur des aires étanches équipées d'un dispositif de rétention.

Les engins de chantiers devront être conformes à la réglementation en vigueur.

À la fin des travaux, l'ensemble sera retiré du site.

### 3.4 - Écoulement des eaux

L'écoulement naturel des eaux superficielles sera normalement assuré pendant les travaux ; il ne devra pas y avoir de lessivage de matériaux.

### 3.5 - Gestion des espèces végétales invasives

Le bénéficiaire de l'autorisation missionnera un écologue, avant le démarrage des travaux, afin d'actualiser l'état initial réalisé lors de l'étude d'impact.

En cas de présence d'espèces végétales invasives, des réunions d'information spécifiques sur les plantes invasives sont organisées par le pétitionnaire à l'attention des intervenants sur le chantier.

Des fiches de sensibilisation sont distribuées, et également affichées et mises à disposition dans les installations de chantier.

Le cas échéant, la destruction d'espèces végétales invasives doit se faire suivant les méthodologies propres à chaque espèce. Le pétitionnaire se rapproche du conservatoire botanique de Bailleul pour connaître les précautions à mettre en œuvre et procédures d'éradication propres à chacune de ces plantes.

Une traçabilité de ces destructions doit être assurée, et en particulier la destination des exportations.

Un suivi régulier de l'absence de reprise des espèces est également effectué pendant toute la durée du chantier.

Si la destruction totale des espèces n'a pas été effectuée préalablement au chantier, il est procédé à un balisage de celles-ci par piquets colorés et rubalise, associé à un marquage GPS.

Ce repérage est de plus reporté sur les plans d'exécution des travaux des différents lots.

Pendant les travaux, il est régulièrement procédé à l'actualisation de ce zonage et à la vérification de son intégrité.

Toutes les zones non concernées par les travaux sont interdites (terrassements, passages d'engins de chantier, fauchages, ...) durant toute la durée des travaux.

### 3.6 - Limitation des risques de pollution accidentelle

Le bénéficiaire veillera au respect de toutes les précautions techniques d'utilisation de produits et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

En cas de rejet accidentel dans les eaux, les polluants seront pompés pour être évacués du milieu.

En cas d'anomalie, dysfonctionnement ou incident survenant au cours des opérations, un rapport sera envoyé au service en charge de la police de l'eau par le bénéficiaire dès qu'il aura connaissance de l'incident. Cet incident sera également consigné dans le journal de chantier.

### 3.7 - Limitation des apports en matières en suspension

Le bénéficiaire veillera par tout moyen à limiter la remise en suspension des sédiments environnants induits par le projet et à limiter ainsi les risques pour les nappes souterraines et les eaux superficielles.

### 3.8 - Tranchées et pose des canalisations

Afin de limiter les incidences sur les zones humides, les différentes couches de sols seront triées lors de la réalisation des tranchées, feront l'objet de dépôts distincts, et seront remises dans le même ordre lors de la pose des nouvelles canalisations.

### 3.9 - Pompage

Le bénéficiaire préviendra les propriétaires et exploitants voisins du démarrage des travaux, et leur désignera un interlocuteur privilégié.

Il assurera un suivi des incidences quantitatives sur les prélèvements, et si nécessaire prendra les mesures compensatoires nécessaires au maintien des besoins.

### 3.10 - Rejet

Toutes les dispositions seront prises afin de ne pas éroder les berges, notamment :

- les eaux seront rejetées 1 m au-delà de la berge ;
- une bâche sera accrochée au tuyau pour éviter l'érosion locale au niveau du rejet.

### 3.11 - Suivi

Le suivi en continu suivant sera effectué :

- débit de pompage ;
- niveau piézométrique dans les forages testés, et sur les points d'eau de contrôle du réseau piézométrique mis en place depuis l'origine ;
- niveau de la Scarpe.

Ces données seront capitalisées et exploitées pour les futures demandes de pompage.

## **Article 4– Conformité du dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

## **Article 5 – Caractère et durée de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'Environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de fonctionnement.

#### **Article 6 – Transfert de l'autorisation à un autre bénéficiaire**

Conformément à l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, le nouveau bénéficiaire doit se déclarer auprès du préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage ou le début de l'exercice de son activité.

Ce transfert d'autorisation à un autre bénéficiaire ne concerne pas la mesure compensatoire.

#### **Article 7 – Déclaration des incidents ou accidents**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'accident ou de l'incident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 8 – Accès aux installations et contrôles**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 9 – Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Elle n'autorise entre autres pas à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

#### **Article 10 – Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Elle ne vaut notamment pas dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées.

#### **Article 11 – Recours**

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Lille) dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par le bénéficiaire de l'autorisation, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.



## **Article 12 – Publication**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet « les Services de l'État dans le Nord » et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Un exemplaire sera affiché dans les mairies des communes de Warlaing et Wandignies-Hamage pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire à la direction départementale des territoires et de la mer du Nord.

## **Article 13 – Exécution et diffusion de l'arrêté**

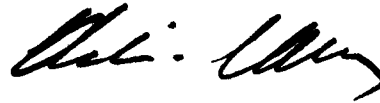
Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président du Syndicat des Eaux du Valenciennois et dont copie sera adressée, par la direction départementale des territoires et de la mer du Nord :

- au Sous-Préfet de l'arrondissement de Douai,
- aux maires des communes de Warlaing et Wandignies-Hamage,
- à la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts de France.

Fait à Lille, le

**22 MARS 2018**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB

Annexe 1 : formulaire de démarrage des travaux

**A RENVoyer IMPERATIVEMENT AU SERVICE EN CHARGE DE LA POLICE DE L'EAU**

**Syndicat Intercommunal des Eaux du Valenciennois**

**« Réalisation d'un nouveau forage F6 à Warlaing et Wandignies-Hamage »**

**Dossier Déclaration n°59-2017-00088**

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare

- ☐ démarrer les travaux à la date du
- ☐ l'achèvement des ouvrages à la date du

À retourner dûment complété à :

→ DDTM du Nord  
Service Eau Environnement – Unité police de l'eau  
62 Boulevard de Belfort  
CS 90007  
59042 Lille Cedex

**RECEVU**  
**en date du 22 MARS 2018**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Olivier JACOB

**SECRET**

Le Secrétaire Général  
Pour le Préfet et par délégation

OLIVIER JACOB